

«The Age of Discontinuity». Un de ses chapitres s'appelle «The Sickness of Government». J'en recommande la lecture au motionnaire ainsi qu'aux membres de son parti. Sans doute connaissent-ils déjà cet ouvrage. M. Drucker démontre que le gouvernement n'a jamais assumé autant d'importance qu'à l'heure actuelle. Pour lui, le gouvernement s'est immiscé dans tous les secteurs de l'activité humaine. On s'aperçoit de plus en plus, écrit-il, que le gouvernement est plus grand qu'il n'est puissant; qu'il est gras et mou plutôt que fort; qu'il coûte cher mais qu'il ne fait pas grand-chose.

M. Gilbert: Mais c'est le parti libéral que vous nous décrivez-là.

M. Penner: Il pourrait s'agir de n'importe quel gouvernement. Il n'est pas question d'un parti, d'une province ou d'un pays en particulier. M. Drucker n'écrit pas un traité partial, comme ceux que mon honorable ami a l'habitude de lire. Il écrit un ouvrage qui scrute en profondeur l'examen théorique d'importantes questions politiques et sociales.

● (5.40 p.m.)

Si vous voulez un exemple de fait—cela est vrai d'un gouvernement en général—l'exemple a été fourni, mais en particulier c'est vrai au Canada de nos sociétés d'État. Elles coûtent cher, mais souvent réalisent très peu. Nous n'avons qu'à prendre la Société Radio-Canada et le Canadien National comme une couple d'exemples. Ces sociétés d'État ont fréquemment été critiquées à la Chambre. Ainsi, la dernière analyse que j'ai lue sur le sujet en ce qui concerne Radio-Canada révèle que cette société d'État dépense au moins le double du réseau privé CTV pour produire des programmes semblables.

Au cours des années, de nombreux parlementaires ont exprimé leur inquiétude sur le coût de Radio-Canada pour les contribuables. On a souvent proposé de démembrer la Société et de la vendre, pour confier le destin de la culture canadienne aux soins des postes privés. Je crois que la proposition a même été présentée à l'une des conférences du parti dont le député est membre.

M. Gilbert: De quoi s'agit-il?

M. Penner: Une chose est certaine: Le gouvernement déçoit de plus en plus et, de toutes parts, les citoyens regimbent devant ce que leur coûte un gouvernement plus important quoique les mêmes gens veuillent obtenir de ce gouvernement tout ce qu'il leur a promis. Depuis 1890 environ et jusqu'à 1960, l'humanité, particulièrement dans les pays industrialisés, semble avoir été hypnotisée par les gouvernements. Les Fabians en Angleterre et les partis sociaux-démocrates allemands ont, dès avant 1900, entamé leur idylle avec le gouvernement. Cet état de choses s'est généralisé au cours de la première guerre mondiale quand les gouvernements ont pu mobiliser, en recourant au pouvoir d'imposition et à la presse imprimée, les ressources sociales à un point qu'on n'aurait jamais pu soupçonner.

La grande crise survenant 10 ans plus tard, chacun s'est retourné vers le gouvernement comme vers un sauveur, et il est plutôt triste de rappeler les croyances naïves qui avaient cours durant les années 1930, comme

[M. Penner.]

celle que prêchait l'économiste Barbara Wooton, du parti travailliste anglais, dans son livre intitulé *To plan or not to plan* qui était l'un des ouvrages les plus vendus de l'époque. Selon un critique, cet ouvrage serait une lettre d'amour ardent pleine d'innocence messianique adressée au gouvernement. Tout ce qu'on y dit, et on le répète à chaque page en termes différents, c'est que l'Utopie est arrivée: il suffit d'enlever tout aux intérêts perfides et égoïstes et de le remettre au gouvernement. Nous sommes allés assez loin dans ce sens et nous avons de nombreux programmes visant à accomplir une foule de choses pour les citoyens. Fréquemment ces programmes n'ont pas réalisé leurs objectifs. Alors, qu'avons-nous fait? Nous avons révisé ces programmes gouvernementaux inefficaces non pas une fois, mais à plusieurs reprises, et nous avons affirmé qu'ils ne sont pas fondamentalement mauvais et qu'il suffirait de nouveaux rouages ou d'une administration plus compétente pour leur rendre leur efficacité. J'espère qu'on ne prétendra pas que je plaide en faveur d'un gouvernement plus faible.

M. Gilbert: Il l'est déjà suffisamment.

M. Penner: Je plaide en faveur d'un gouvernement fort, efficace et vraiment actif dont on a grand besoin. Nous avons besoin d'un gouvernement à titre d'institution centrale dans la collectivité des organismes. Nous avons besoin d'un organe qui exprime la volonté et les espoirs collectifs et permet à chaque organisme dans la société d'offrir son meilleur apport à cette collectivité et aux citoyens. Cependant, cette institution centrale, c'est-à-dire le gouvernement, énonce des croyances et des valeurs collectives. Malheureusement, il n'est pas novateur. Par sa fonction même, c'est une institution protectrice. Il ne peut vraiment pas abandonner une chose qu'il entreprend. Dès que le gouvernement entreprend quelque chose, celle-ci devient immuable et permanente.

En général, le gouvernement n'agit pas efficacement. Les administrateurs dans le domaine des affaires le savent et se rendent compte qu'ils doivent faire une distinction entre celui qui prend une décision et celui qui l'exécute, lorsqu'ils veulent assurer l'efficacité de l'exploitation. Si on appliquait cette leçon au gouvernement, alors les autres institutions deviendraient comme il se doit les exécutants. L'orchestre pourrait peut-être servir d'analogie. Les analogies sont toujours un peu simplistes, mais celle-ci peut être utile. Le gouvernement se devrait d'être le chef d'orchestre, mais pour ce qui est des musiciens, j'y comparerais les institutions non gouvernementales, dans une société aux multiples organisations. Je crois qu'on a fort bien développé ce thème dans le temps mis à notre disposition. Je pourrais conclure en citant deux courts paragraphes de l'ouvrage de M. Drucker pour résumer l'argumentation. Le premier se lit ainsi:

Si nous voulons un gouvernement vraiment fort et efficace, alors nous voulons des entreprises qui n'appartiennent pas à l'État. Nous devrions avoir des entreprises où des investisseurs privés mus par leur propre intérêt qui décident en se fiant à leur meilleur jugement de risquer l'échec. L'argument le plus fort en faveur de l'entreprise privée n'est pas la notion du profit, mais celle de la perte. C'est pourquoi l'entreprise est la plus souple des institutions et celle qui a la plus grande facilité d'adaptation. Son rendement peut être mesuré de façon précise bien que limitée, en fonction de critères établis